RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

SOLDIVE

SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE
Au capital de 5 000 052 €
Siège social : 198 Chemin Saint Georges - Hameau de Dabisse
04190 LES MEES
RCS 319 119 665

S T A T U T S

Mis à jour à la suite du procès-verbal d'assemblée générale
en date du 03 juin 2025

Validité à compter du 03/06/2025

Le Gérant
PFF
Représentée par Monsieur Didier MIOLLAN

[redacted]

ENTRE LES SOUSSIGNES

- **SAS PFF, société par actions simplifiées**
  Siège social 18 rue de l'Anneau Roy 79100 BRIE
  Au capital social de 1.249.840,00 euros
  N° RCS NIORT 382 109 189
  Représentée par son Président Monsieur Didier MIOLLAN

- **Monsieur MIOLLAN DIDIER**
  [redacted]

et toutes personnes qui viendraient par la suite à acquérir la qualité d'associé, il est constitué une société civile agricole ainsi qu'il suit :

TITRE I – CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 : FORME

La société est de forme civile.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet :
-L'exploitation, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou selon toute autre modalité, de toutes propriétés agricoles.
-L'acquisition, la mise en valeur, la prise en location, en totalité ou en partie, de tous terrains et immeubles servant ou pouvant servir à l'agriculture.
-La vente des produits provenant des biens exploités par la société.
- Eventuellement, l'aliénation, au moyen de ventes, échanges ou apports en société, des immeubles devenus inutiles à la société.
- Et, d'une manière générale, toutes les opérations mobilières ou immobilières et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La société est dénommée "SOLDIVE".

ARTICLE 4 : SIEGE

Le siège social est à : 198 Chemin Saint Georges - Hameau de Dabisse - 04190 LES MEES

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est de soixante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 : APPORTS

Les apports s'élèvent à 1.182.000 euros et sont composés en totalité de numéraire.
Ils résultent de ceux effectués lors de la constitution de la société le 16 juin 1980 et de l'augmentation de capital du 3 juin 1991.
Par *acte* sous seing privé en date du 18 décembre 1997, Monsieur Pierre FUZEAU a *cédé à* la SARL PATRICK FUZEAU FINANCES 545 parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société.
Par acte sous seing privé en date du 31 mars 2001, Monsieur Yvan REAU a cédé à la SARL PATRICK FUZEAU FINANCES 1.100 parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société.
Par acte sous seing privé en date du 31 mars 2001, L'EURL Yvon REAU FINANCES a cédé à la SARL PATRICK FUZEAU FINANCES 12.100 parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la société.
Par acte sous seing privé en date du 16 Avril 2001, Monsieur Pierre FUZEAU a cédé à la SARL PATRICK FUZEAU FINANCES 545 parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société.
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 avril 2001, la collectivité des associés a décidé la transformation du capital en Euros et *de* l'augmenter pour le porter à 1.182.000 euros.
Par acte sous seing privé en date du 2 mars 2004, Monsieur Patrick FUZEAU. a cédé à la SARL PATRICK FUZEAU FINANCES 290 parts sociales qu'il détenait *dans* le capital de la société.
Par acte sous seing privé en date du 24 décembre 2004, Monsieur Patrick FUZEU a cédé à Monsieur Maxime FUZEAU la *part* sociale qu'il détenait dans le capital de la société.
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 avril 2011; la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 1.867.6720 € prélevée sur le compte « Ecarts de réévaluation », afin de le porter de la somme de 1.182.000 € à la somme de 3.049.678,20 € par élévation de la valeur nominale de chaque part sociale, qui a été ainsi portée de 100 6 à 258,01 €.

Le même jour, la collectivité des associés a décidé de réduire le capital social d'une somme de 1.383.058,20 € afin de ramener celui-ci d'un montant de 3.049.678,20 € à un montant de 1.666.620 €, afin d'apurer à due concurrence le compte « Report à nouveau », par voie de réduction de la valeur nominale des parts sociales, qui est ramenée d'un montant de 258,01 € à un montant de 141 €.
Aux termes d'une délibération en date du 16 octobre 2015, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé :

- d'augmenter le capital social d'une somme de 1.288.380 € prélevée sur le compte « Ecarts de réévaluation » pour un montant de 1.276.468 € et sur le compte « Autres réserves » pour un montant de 11.912 €, pour le porter de 1.666.620 € à 2.955.000 C, par élévation de la valeur nominale des parts sociales qui est portée de 141€ à 250 €.
- d'augmenter le capital social d'un montant de 1.000.000 €, par compensation avec une créance liquide et exigible que détenait la SAS PATRICK FUZEAU FINANCES sur la Société, pour le porter à la somme de 3.955.000 C, par la création de 4.000 parts sociales nouvelles de 250 € chacune de valeur nominale, numérotées de 11.821 à 15.820.
- de réduire le capital social d'un montant de 2.974.160 € pour le ramener de 3.955.000 € à 980.840 €, afin d'apurer à due concurrence le compte « Report à nouveau », par voie de réduction de la valeur nominale des parts sociales, qui est ramenée d'un montant de 250 € à 62 €.

Aux termes d'une délibération en date du 10 septembre 2019, l'assemblée Générale Extraordinaire a décidé :

- D'augmenter le capital social de 980 840 € à 5 000 052 € par création de 64826 parts, numérotées de 15821 à 80646, à la valeur nominale de 62 € la part, libérées par compensation de créances certaines, liquides et exigibles que détenait la SAS Patrick Fuzeau Finances sur la Société.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à CINQ MILLION CINQUANTE DEUX EUROS (5 000 052 €) et est divisé en 80 646 parts sociales d'une valeur nominale de SOIXANTE DEUX EUROS (62 €) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 80 646 et attribuées à chacun des associés comme suit :

• **La SAS PFF** QUATRE VINGT MILLE SIX CENT QUARANTE CINQ parts sociales, Numérotées de 1 à 11 819 et 11 821 à 80 646	80 645
• **Monsieur Didier MIOLLAN** UNE part sociale numérotée 11.820,	1
Total QUATRE VINGT MILLE SIX CENT QUANRANTE SIX EUROS	80 646

Article 8 : AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut, en vertu d'une décision de l'Assemblé Générale Extraordinaire être augmenté, notamment par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en espèces ou en nature, mais les attributaires, s'ils n'ont pas déjà la qualité d'associés, devront être agréés par la gérance.

Article 9 : REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être réduit en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

TITRE III – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

CHAPITRE PREMIER – DROITS DES ASSOCIES

Article 10 : DROITS ATTACHES AUX PARTS

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices et celle du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.
Elle donne également droit de participer aux Assemblées Générales des associés et d'y voter.

Article 11 : INDIVISIBILITE DES PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société, les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice, à la demande du plus diligent.

Article 12 : MUTATION ENTRE VIFS

Les cessions des parts doivent être faites par acte authentique ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la société qu'après la signification ou l'acceptation prévue par l'article 1690 du Code Civil. Elles ne sont opposables aux tiers que lorsqu'elles ont de surcroît été publiées.
Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.
A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui projette de céder ses parts doit en faire la notification à la société par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, domicile et profession du futur cessionnaire ainsi que le délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée.
Si le cessionnaire est agréé par la gérance, celle-ci en avise immédiatement le cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et la oession peut étre régularisée dans les conditions prévues par la notification,
Préalablement au refus d'agrément, la gérance doit, dans les quinze jours qui suivent la réception de la notification de projet *de cession,* aviser les associés de ce projet pa.r lettre recommandée et leur rappeler les dispositions des articles 1862 et 1863 du Coda Civil et celles du présent article, Les associés disposent d'un délai- de quinze jours pour se porter acquéreurs, et si plusieurs prennent ce parti, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.
Si aucun associé ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné par la gérance ou las acquérir elle-même en vue de leur annulation.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, nu l'offre d'achat par la société ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.
Toutefois, le *cédant* peut finalement décider de conserver ses parts lors même que le prix adopté par les experts serait égal à celui moyennant lequel devait avoir lieu la cession projetée.
Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois, à compter du jour de la notification par lui faite à la société de son projet de cession, l'agrément est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée *de la* société, dans ce dernier cas, le cédant peut rendre cette décision caduque en faisant connaître qu'il renonce à la *cession* dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

Les dispositions qui précèdent sont applicables :
- ☐ aux mutations entre vifs à titre gratuit,
- ☐ aux échanges,
- ☐ aux apports en société
- ☐ aux attributions effectuées par une société à l'un de ses associés,
- ☐ et, d'une manière générale, à toute mutation de gré à gré entre vifs.

Article 13 : MUTATION PAR DECES

En cas *de décès* d'un associé, ses héritiers, légataires universels, à titre universel on à titre particulier, ne deviennent associés qu'avec le consentement de la gérance.
Ils sollicitent cet agrément de.la manière prévue à l'article précédent.
A défaut d'agrément, et conformément à l'article 1870-1 du Code Civil, les intéressés non agréés sont seulement créanciers de la société et n'ont droit qu'à la valeur des droits sociaux de leur auteur (ou à leur part dans ces droits), déterminée dans les conditions fixées par l'article 1843-1 du Code Civil.

Article 14 : DISSOLUTION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE

La dissolution d'une personne morale, membre de la société, ne lui fait pas perdre sa qualité d'associé.

Article 15 : FUSION – SCISSION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE

Une personne morale, membre de la société, est absorbée par voie de fusion, celle à-laquelle est dévolu son patrimoine devient associé de plein droit. Il en est *de* même, en cas de scission, pour la ou les personnes morales auxquelles les parts de la présente société sont dévolues.

Article 16 : REGLEMENT INTERIEUR – LIQUIDATION DES BIENS – DECONFITURE D'UN ASSOCIE

Si un associé est mis en état de règlement judiciaire, la liquidation des biens, de faillite personnelle ou encore s'il se trouve en déconfiture, cet associe cesse de faire partie de la société. Il n'en est plus que créancier et a droit à la valeur de ses droits sociaux, déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil,

CHAPITRE II – OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 17 : LIBERATION DES PARTS

I – PARTS DE NUMERAIRE

Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs à première demande de la gérance et, au plus tard, quinze jours francs après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.
La libération est effectuée, en principe, au moyen de versements en numéraire. Toutefois, en cas d'augmentation de capital, elle peut avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.

A défaut de paiement des sommes exigibles, la société poursuit les débiteurs et peut faire vendre les parts pour lesquelles les versements n'ont pas été effectués un mois après un commandement de payer demeuré infructueux. Cette mise en vente est notifiée aux retardataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec l'indication des numéros des parts en cause, Elle est, en outre, publiée dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social. Quinze jours après la publication, il est procédé à la vente des parts, aux risques et périls des retardataires, aux enchères publiques par le Ministère d'un Notaire, sans mise en demeure et sans autre formalité. Le prix de vente est imputé, dans les ternes de droit, sur ce qui reste dû à la société par le retardataire, lequel reste passible de la différence ou profite de l'excédent.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les parts de numéraire, en ce compris non seulement celles qui composent le capital initial, mais encore celles qui pourraient être créées à l'occasion d'une augmentation de capital.

Elles s'appliquent également *en* cas d'augmentation de capital par voie d'augmentation du nominal des parts existantes.

Elles s'appliquent enfin, s'il y a lieu, à la prime d'émission dont est assortie une augmentation de capital.

Les sommes appelées par la gérance deviennent exigibles quinze jours francs après l'envoi d'une lettre recommandée par la gérance à l'associé ou aux associés débiteurs.

En cas de retard dans le paiement des sommes exigibles, les retardataires sont passibles d'une pénalité de 1 % par mois de retard. Tout mois commencé étant compté en entier.

II – PARTS EN NATURE

Les parts attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées. Cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien apporté.

Article 18 : CONTRIBUTION AU PASSIF SOCIAL

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à. proportion de leur part dans le capital social à la .te de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.
Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales entre les associés qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 : SOUMISSION AUX STATUTS ET AUX DECISIONS DE L'ASSEMBLEE

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte à plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions- régulièrement prises par les Assemblées Générales des associés et par la gérance.

Article 20 : TITRES

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts et des cessions de parts régulièrement effectuées.

Article 21 : SCELLES

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les liens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

TITRE IV – FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

CHAPITRE PREMIER – ADMINISTRATION

Article 22 : GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou eu dehors d'eux. S'ils sont plusieurs, les gérants peuvent agir séparément.

Article 23 : NOMINATION - REVOCATION
Les gérants sont nommés par l'Assemblée Générale des associés, laquelle peut les révoquer à tout moment. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.
Les gérants sont également révocables par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.



Article 24 : POUVOIRS - OBLIGATIONS

I - POUVOIRS

La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en vue de la réalisation de l'objet social.
Toutefois, les actes d'aliénation ou de disposition de tous droits ou biens immobiliers, de même que toutes opérations d'emprunt, d'aval ou de caution, seront soumis à l'approbation préalable de l'assemblée Générale Ordinaire des associés,
La gérance peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Elle peut transférer le siège social en tout endroit du Département des Deux-Sèvres ainsi que de tout Département limitrophe et modifier en conséquence la rédaction de l'article 4 des présents statuts.

II – OBLIGATIONS

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et documents sociaux, et de poser par écrit *des* questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Les gérants doivent, au moins une fois dans l'année, rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours *de* l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

CHAPITRE II – ASSEMBLEES GENERALES

Section 1 – Dispositions générales

Article 25 : PRINCIPES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Ses délibérations, prises conformément aux présents statuts, obligent tous les associés, même absents, incapables ou dissidents.
Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une Assemblée Générale ordinaire.
Des Assemblées Générales, soit ordinaires, dites « ordinaires réunies extraordinairement », soit Ordinaires, peuvent, en outre, être réunies à toute époque de l'année.

Article 26 : FORME ET DELAIS DE CONVOCATION

Les Assemblées Générales sont convoquées par la gérance.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si le gérant fait droit à la demande, il procède, conformément aux statuts, a la convocation de l'assemblée des associés. Sauf- si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de le prochaine Assemblée.

Si le gérant s'oppose à la demanda ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un - mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Les Assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu de la même ville ou du même département. Le lieu où se tient l'Assemblée est précisé dans l'avis de convocation,

Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'Assemblée, *Elles* sont-faites par lettres recommandées adressées à tous les associés.
Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Article 27 : INFORMATION DES ASSOCIES

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition, au siège social, ou ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'Assemblée porte sur la reddition de comptes des gérants, le rapport d'ensemble sur l'activité de la société prévu à l'article 1856 du Code Civil, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En outre, tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie,

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de Cassation ou les experts près une Cour d'Appel.

Article 28 : ASSISTANCE ET REPRESENTATION AUX ASSEMBLEES

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'Assemblée.

Cependant, les titulaires de parts, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours francs à compter de la mise en demeure par la société, ne peuvent être admis aux Assemblées. Toutes les parts leur appartenant sont déduites pour le calcul du quorum.

Tout associé peut se faire représenter aux Assemblées Générales par un autre associé. Chaque membre de l'Assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

Article 29 : BUREAU DES ASSEMBLEES

L'Assemblée est présidée par le Gérant ou l'un d'eux.
A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

[redacted]

En cas de convocation par l'un des associés, l'Assemblée est présidée par celui-ci.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux membres de l'Assemblée, présents et acceptants, qui disposent du *plus* grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des associés.

Article 30 : FEUILLE DE PRESENCE

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence. Ce document indique quels sont :

□ d'une part les associés présents ;
□ d'autre part, les associés représentés, en précisant le nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Par ailleurs, s'agissant des associés représentés, la feuille de présence fait connaître leur mandataire.

Les associés présents et représentés ainsi que les mandataires des associés représentés sont identifiés par leur nom, leur prénom usuel et leur domicile.
Les pouvoirs donnés par les associés représentés sont annexés à la feuille de présence.

La feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés représentés ; est certifiée exacte par. le Bureau de l'Assemblée,

Article 31 : ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour *des* Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, lei questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que 'eu contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres dames,
L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 32 : PROCES-VERBAUX

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un Juge du Tribunal de Commerce ou d'Instance, soit par le Maire ou un Adjoint au Maire de la Commune du siège de la société. Toutefois, ces procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées dans les conditions ci-dessus prévues et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Le procès-verbal de délibération de l'Assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du Président, le mode de convocation, l'ordre (Ajour, la composition du bureau, les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'Assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les-gérants et par le Président de l'Assemblée.



Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.
Après dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies et extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Section 2 – Assemblées Générales Ordinaires

Article 33 : QUORUM - MAJORITE

L'Assemblée Générale, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée ai la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ce représentée.

A défaut, l'Assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quels que soient le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social leur appartenant.
Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Article 34 : COMPETENCE - ATTRIBUTIONS

L'Assemblée générale ordinaire Annuelle entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales, Elle discute, approuve redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé.
Elle statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices.
Elle nomme, réélit ou révoque les gérants.

Section 3 - Assemblées Générales Extraordinaires

Article 35 : QUORUM ET MAJORITE

L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si les deux tiers au moins des associés, possédant les deux tiers du capital social, sont présents ou représentés.

A défaut, l'Assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins *des* associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.
Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées,

Article 36 : COMPETENCE - ATTRIBUTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à. la loi.
L'Assemblée Générale Extraordinaire peut notamment

- transférer le siège social en n'importe quel endroit du territoire métropolitain lorsque *ce* transfert excède les pouvoirs attribués à la gérance :

- transformer la société en société de toute autre forme, si ce n'est en société en nom collectif, transformation qui requiert l'accord de tous les associés, ou en société en commandite, transformation qui requiert, outre la décision de l'Assemblée Extraordinaire, l'accord de tous les associés devant prendre alors le statut d'associé commandité ;

[redacted]

- prononcer, à toute époque, la dissolution anticipée de la société ou décider sa prorogation. A ce dernier égard, et conformément à l'article 1844-6 du Code Civil, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation.

Section 4 - Décisions constatées par un acte

Article 37 : DECISIONS COLLECTIVES UNANIMES

Les associés peuvent toujours, d'un man accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenus d'observer les règles prévues pour la réunion des Assemblées Ordinaires ou Extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le Registre des Délibérations ci-dessus prévu.

La mention dans le Registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le Registre des Délibérations,

CHAPITRE III – RESULTATS SOCIAUX

Section 1 – Année sociale

Article 38 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice commence le 1er janvier de chaque année et se clôture au 31 décembre de chaque année.

Par exception, l'exercice en cours, qui a commencé au 1er novembre 2017 se clôturera au 31 décembre 2017.

Section 2 — Comptabilité

Article 39 : DOCUMENTS COMPTABLES

Il est tenu, par les soins de la gérance, une comptabilité régulière et constamment à jour des recettes et dépenses intéressant la société.

A la clôture de chape exercice, la gérance dresse l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compta de profits et pertes ainsi que le bilan de la société.

Section 3 — Bénéfices

Article 40 : DEFINITION DU BENEFICE DISTRIBUABLE

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges de la société en ce compris toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Article 41 : REPARTITION DU BENEFICE DISTRIBUABLE

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'Assemblée Générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée décida soit de le distribuer, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves. Dans ce cas, la décision indique les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les modalités de mise en paiement des sommes distribuées sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par la gérance.

Les sommes distribuées sont réparties entre les associés au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social.

Section 4 — Pertes

Article 42 : REPARTITION DES PERTES

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

TITRE V – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 43 : DISSOLUTION

La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société.

En revanche, la société n'est dissoute par aucun évènement susceptible d'affecter l'un de ses associés et notamment :

- le décès, l'incapacité ou la faillite personnelle d'un associé personne physique ;

- la dissolution, le règlement judiciaire, la liquidation des biens d'un associé personne morale

- la société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant qu'il soit associé ou non.

Article 44 : EFFETS DE LA DISSOLUTION

La société se trouva en liquidation par l'effet et à l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit,
La personnalité morale de la société se poursuit néanmoins pour les besoins de cette liquidation et Jusqu'à la publication de sa clôture.

Article 45 : ASSEMBLEE GENERALE - LIQUIDATEURS

Pendant toute la durée de la liquidation, l'Assemblée Générale conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la société.
A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération. La nomination de ce ou ces liquidateurs met fin aux pouvoirs de la gérance. Elle entraîne la révocation des pouvoirs qui ont pu être conférés à tous mandataires.

Article 46 : LIQUIDATION

L'Assemblée générale règle le mode de liquidation.
Après extinction du passif, le solde de l'actif *est* employé d'abord à rembourser aux associés le capital versé sur leurs parts sociales et non amorti.
Le surplus, s'il y a lieu, est réparti entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales. La clôture de la liquidation est constatée par l'Assemblée Générale.

TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux Tribunaux compétents du lieu du siège social.
Statuts mis à jour le 03 juin 2025.

Le gérant
PFF

Représentée par son Président

[redacted]

